

COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

ARRÊTE n° 2022-656

6-1 Police Municipale



Autorisation de stationnement

OBJET : Stationnement d'une benne

Travaux d'aménagement extérieur

6 avenue de la Garolle

Le Maire de LA TESTE DE BUCH,

VU la demande en date du 13/09/2022 par laquelle l'entreprise **MARTIN ET MONTEILS** demeurant 4 rue d'Arsonval – 33608 Pessac Cedex, sollicite l'autorisation pour : le stationnement d'une benne, le long du n°6 avenue de la Garolle à Pyla sur Mer, commune de La Teste de Buch.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Route,

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques,

VU le Code de la voirie Routière,

Vu le Code de l'Environnement,

VU les arrêtés interministériels du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes, et du 7 juin 1977, appelé Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, dans leurs versions en vigueur,

VU le règlement de voirie municipal approuvé par délibération du 15 juin 1987, complété par la délibération du 09 juillet 2019,

VU la délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2021 fixant le montant de la redevance d'occupation du domaine public communal,

VU l'arrêté municipal n° 2022-236 du 04 mai 2022 portant disposition en matière de tranquillité publique,

CONSIDERANT qu'il appartient à Monsieur le Maire de prendre toutes mesures afin d'assurer et de veiller au respect de l'usage normal du domaine public,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Autorisation

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande de stationnement d'une benne le long du n°6 avenue de la Garolle à Pyla sur Mer, commune de la Teste de Buch, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 - Prescriptions techniques particulières

-STATIONNEMENT

L'installation visée à l'article 1 sera réalisée de façon à préserver le passage des usagers de la dépendance domaniale occupée. Toute disposition pour assurer la sécurité des usagers de la dépendance domaniale sera prise.



**Direction Générale
des Services
Techniques**

N/Réf : CS/NB/MAD
251426 - 255400

DGS :
Cab :
DGST :
DST :
Adjoint :

L'aire de stationnement occupée et ses abords devront toujours être maintenus dans un parfait état de propreté. Les débris dispersés sur l'aire d'arrêt seront ramassés et évacués à la décharge en fin de journée.

ARTICLE 3 - Sécurité et signalisation

Le bénéficiaire devra signaler son occupation / chantier conformément à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (et notamment son 1-8ème partie consacrée à la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié.

ARTICLE 4 - Implantation et durée de l'occupation

Période des travaux autorisés : du 10/10/2022 au 28/10/2022, soit 19 jours.

Le présent arrêté devra être affiché par le pétitionnaire au moins 72 H avant le début de l'occupation et pendant toute la durée de celle-ci.

Si le stationnement n'est pas effectué dans les délais prescrits par cet arrêté, le bénéficiaire devra déposer une nouvelle demande.

ARTICLE 5 - Redevance

La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions décidées par Délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2021.

Son montant est de 285 €, détaillé ci-après :

ENTREPRISE : MARTIN ET MONTEILS

SIRET : 465 201 614 000 26

Adresse de facturation : 4 rue d'Arsonval – 33608 Pessac Cedex

R = Redevance = 15 € x jours (unités entières) toute occupation déclarée du domaine public communal pour travaux, tarif de base conformément à la Délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2021.

Surface occupée : stationnement d'une benne :

R = Redevance = 15 € x 19 jours = 285 €

ARTICLE 6 - Responsabilité

Cette autorisation est délivrée, à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - Autres formalités administratives

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants et L.421-4 et suivants.

Il est expressément rappelé que le présent arrêté ne vaut pas arrêté de circulation.

Plus généralement, l'obtention du présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de demander toute autre autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par les lois et règlements.